

# Journal de Roubaix

## Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

**BUREAUX**  
 ROUBAIX - 89-91, Grande-Rue. Tél. 337.33, 337.35 et 337.34.  
 TOURCOING - 22, rue Carnot. Tél. 27.  
 LILLE - 3, rue Faidherbe. Tél. 539.31.  
 PARIS - 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provençe. 57.64.  
 MOUSCRON - 108, rue de la Station. Tél. 1.44.

**ANCIENS DIRECTEURS :**  
 Jean Reboux  
 Alfred Reboux  
 Madame Alfred Reboux

**SOCIÉTÉ DENTAIRE**  
 12, Rue du Littoral  
 LILLE  
 (Tél. 4988)

SEULES une ORGANISATION UNIQUE COMPRENANT LA SOCIÉTÉ DENTAIRE peut vous offrir, à des prix très réduits, toutes les dentures, couronnes, bridges, appareils de l'Art Dentaire.

Renseignements gratuits. Ouvert tous les jours de 9 à 20 heures.

### LETTRE DE LONDRES

## Le réarmement britannique

### SES CAUSES...

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

Londres.  
 Le 16 février 1937, la publication d'un Livre Blanc apprenait à toutes les nations du monde que la Grande-Bretagne allait consacrer, pendant cinq ans de suite, une somme annuelle de 300 millions de livres sterling à se réarmer. Tout le monde sait que John Bull ne revient jamais en arrière. Sauf cataclysmes universels, dès 1941, il sera terriblement armé. Que s'est-il donc passé ? Comment ce grand peuple, pacifique et même pacifiste, a-t-il été amené à vouloir dépenser en cinq ans, pour s'armer, pareille somme ?

### LA CRISE MINISTÉRIELLE EN BELGIQUE

## Les socialistes refusent leur concours à M. Pierlot

Nous avions dit hier qu'une opposition sérieuse s'était manifestée au sein du conseil général du Parti socialiste contre M. Pierlot, chargé par le Roi de constituer le nouveau cabinet.

Le conseil s'est tenu de nouveau mercredi après-midi. La réunion commença à 14 h. 30, a duré jusqu'à 19 h. 15.

Les délégués socialistes conduits par M. Vandervelde, ont ensuite été reçus par M. Pierlot. Ils lui ont déclaré que le conseil avait constaté qu'une combinaison ministérielle qu'il présiderait ne présenterait pas de conditions telles qu'elle puisse obtenir l'appui du parti socialiste.

M. Pierlot a alors annoncé qu'il allait communiquer au Roi le résultat de ses démarches. Il sera reçu jeudi matin au Palais.

### LA PRINCESSE ELISABETH ET SON COMPAGNON



La jeune princesse Elisabeth d'Angleterre et son grand ami, le chien loup gardien du château de Glamis.

### La princesse Marie-José à Bruxelles



Au cours de sa visite à la Maison italienne de Bruxelles, LA PRINCESSE DE PIÉMONT écoute le compliment d'une petite fille. (Ph. Trampus.) On remarque à sa droite, L'AMBASSADEUR D'ITALIE.

### Les hostilités sino-japonaises

## LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES S'EST OUVERTE HIER

### M. SPAAK EN A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT

### Les délégués des grandes puissances ont tous affirmé leur désir de conciliation



LA SÉANCE

BRUXELLES, 3 NOVEMBRE 1937.

Mercredi matin, de nombreux drapeaux flottent et l'animation est vive autour du Palais des académies, voisin du Palais royal, du parc et des boulevards, où va s'ouvrir la conférence. Diplomates, fonctionnaires et journalistes s'affairent.

L'impression générale, cependant, n'est pas d'optimisme et, du côté belge, l'atmosphère est plutôt lourde, étant donné, d'une part, la crise ministérielle et, d'autre part, la revendication par l'Allemagne, de ses anciennes colonies, revendication où la Belgique est naturellement en cause.

On apprend aussi que le gouvernement belge a insisté pour qu'une nouvelle invitation suprême tentât d'apaisement soit lancée au Japon. Enfin, on parle beaucoup de l'absence de M. van Zeeland, qui a quitté Bruxelles, pour prendre un peu de repos. L'ancien premier ministre jouissait, en effet, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, de la plus haute réputation. Des liens d'amitié l'unissaient à MM. Eden et Roosevelt.

Les puissances comptaient sur lui, d'ailleurs, quand elles choisirent Bruxelles pour siège de la conférence. On ne pensait pas alors qu'une crise ministérielle allait priver la Belgique d'un gouvernement régulier et la conférence d'une personnalité comme celle de M. van Zeeland. Cette situation est assez paradoxale. Car, si M. Spaak a donné des preuves de sa haute compétence, au ministère des Affaires étrangères, il n'a pas encore le prestige de M. van Zeeland et, avec lui, la conférence va se trouver en présence d'un ministre démissionnaire, dont on ne peut dire que demain, il sera encore le chef de la politique étrangère de son pays.

D'autre part, M. Spaak, quand il défendit, il y a quinze jours, devant son parti, la politique internationale de la Belgique, rencontra une certaine opposition au sujet de la non-intervention que n'admettait pas M. Vandervelde. Ce matin encore, M. de Brouckère, un des leaders du parti socialiste, prend violemment à partie le Japon, dans le journal officiel du socialisme, donnant l'impression de dicter à son corépondant M. Spaak, la conduite qu'il doit tenir à la présidence de la conférence.

Enfin, tout en se réjouissant de voir les Etats-Unis participer aux débats en continu de regretter le « splendide isolement » dans lequel ils se sont tenus jusqu'ici, vis-à-vis de la Société des Nations; on se plaint de considérer leur présence à Bruxelles comme l'indice de leur décision de ne plus se désintéresser de l'organisme de Genève, auquel, quel qu'il arrive, seront nécessairement ren-

voqués les propositions que la conférence va être amené à suggérer.

La séance s'ouvre à 11 heures. Les quarante-huit délégués principaux et délégués adjoints siègent autour de deux longues tables.

### Le discours d'ouverture de M. Spaak

M. Spaak, ministre des Affaires étrangères de Belgique, prononce le discours d'ouverture. Il souligne tout d'abord que le monde, déjà si troublé par la tragédie espagnole, voit ses inquiétudes augmentées du fait de la guerre d'Extrême-Orient.

« Chacun se demande, dit-il, si ces foyers d'incendie, éparés, ne sont pas les signes avant-coureurs d'un cataclysmes universel. »

M. Spaak déclare que la paix dans le monde dépend des grandes puissances, de leur accord, de l'idéologie dont elles s'inspirent, les petites puissances n'ayant que leur force morale à mettre au service de la collectivité.

Il rappelle dans quelles circonstances le gouvernement belge a accepté de convoquer à Bruxelles les pays signataires du traité dit des neuf puissances et certaines puissances intéressées aux affaires d'Extrême-Orient, pour étudier les moyens amiables de hâter la fin du conflit.

M. Spaak regrette l'absence du Japon et de l'Allemagne.

« Dans mon esprit, ajoute M. Spaak, la présente conférence ne doit nullement se considérer comme une sorte de tribunal international devant lequel le Japon serait amené de comparaître et de s'expliquer dans des conditions incompatibles avec sa dignité et son honneur. Ce que nous voulons, c'est accomplir une œuvre de conciliation et de paix, en tenant compte de tous les intérêts légitimes en présence. »

(Lire la suite page 2.)

### PARLANT DES PROPOSITIONS BUDGETAIRES devant la Commission des Finances de la Chambre

## M. GEORGES BONNET

### a souligné qu'un effort de stricte économie avait marqué l'élaboration des dépenses

### Il a proclamé la nécessité de la stabilité monétaire d'une politique prudente et d'un développement de la production

M. Georges Bonnet, ministre des Finances, a été entendu longuement, mercredi, à été entendu longuement, mercredi, par la Commission des Finances de la Chambre des députés, sur le projet de budget pour l'exercice 1938.

A cette occasion, il a fait un large exposé de la situation financière.

Il a d'abord rendu compte à la Commission des mesures qu'il a prises pour rétablir l'équilibre du budget. Une réduction des dépenses étant impossible, il lui a fallu demander un plus grand effort fiscal.

L'importance du déficit — huit milliards — envisagé que l'effort porté sur toutes les catégories d'impôts.

**Les dépenses**  
 Grâce à cet effort fiscal, le ministre a déclaré qu'il a pu établir un projet de budget en équilibre réel.

Analysant les dépenses, il a indiqué que, conformément à l'engagement qu'il avait pris, il a reporté sur le compte de la dette, sur beaucoup de points, des augmentations de crédit ont été réduites nécessaires par la hausse des prix.

(Lire la suite page 2.)

### BILLET PARISIEN

## Créons autour du franc une atmosphère de sécurité

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 3 NOVEMBRE (Minuit).

Le Cartel des services publics de la région parisienne a renoncé mercredi soir au mouvement de grève qui devait avoir lieu jeudi matin. Ayant reçu du ministre de l'Intérieur, d'accord avec ses collègues du gouvernement, les garanties qu'il réclamait, il a donné à ses mandataires l'ordre de ne pas interrompre le travail.

On se félicitera sans réserve de cette décision, car cette grève, même en admettant qu'elle eût pu passer inaperçue de la plupart des Parisiens, eût donné le signal à une agitation qu'il convient d'épargner au pays si l'on veut qu'il recouvre la santé économique, condition de sa santé budgétaire et monétaire.

Sans doute, il est légitime que les fonctionnaires défendent leurs droits et s'attachent à recevoir, en échange de leur travail, des salaires qui leur assurent une existence décente et la possibilité de fonder et de développer un foyer. Mais ceux qui créent de l'agitation dans l'Etat ne servent pas les intérêts des fonctionnaires, mais des desseins politiques dont la conséquence est d'empêcher le relèvement de la nation et qui nuisent donc en premier lieu, aux fonctionnaires eux-mêmes.

Rien n'est plus démonstratif à cet égard que le rapport sur la situation financière que présentera M. Paul Reynaud au Congrès de l'Alliance démocratique. Ce rapport montre que le redressement budgétaire, condition nécessaire de l'intégrité de la monnaie, n'est pas une condition suffisante. Il faut relever l'économie française dont le redressement assurera seul le succès dans le domaine monétaire et dans le domaine budgétaire.

Seul en effet, le redressement économique fournira les plus-values nécessaires à la vie normale de la trésorerie; seul, il permettra à la France de soutenir sa position dans le monde, c'est-à-dire de faire face aux dépenses de la défense nationale qu'elle ne pourrait réduire sans déchoir. Mais l'essor économique dépend non seulement des conditions techniques indispensables, mais encore d'une atmosphère d'ordre public et de sécurité générale.

« Il faut, conclut M. Paul Reynaud, que la sécurité générale soit fondée sur une stabilité politique assurée, sur un retour solennel au respect des contrats et sur la garantie indispensable que la structure économique et sociale du pays ne sera pas remise en cause. »

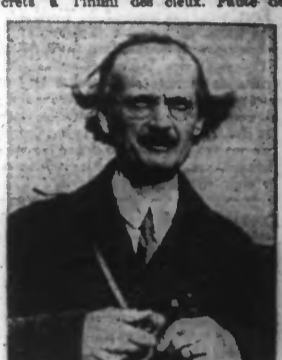
Faute de remplir ces conditions, l'Etat ne soutiendrait pas longtemps son effort de relèvement monétaire et sa famille se ferait aussi celle des travailleurs qu'il fait vivre.

René ROUSSEAU.

### Des hautes altitudes aux profondeurs océanes

## LE PROFESSEUR PICCARD VEUT DESCENDRE A NEUF MILLE MÈTRES DANS LE PACIFIQUE

Bruxelles, 3 novembre. — Le professeur Piccard, l'homme de la stratosphère, avait espéré pouvoir monter à 20 000 mètres pour arracher de nouveaux secrets à l'infini des cieux. Faute de



LE PROFESSEUR PICCARD

moys financiers, il n'a pu réaliser son rêve.

Amèrement déçu, il va abandonner les hautes altitudes pour les profondeurs océanes.

Il veut prouver maintenant qu'on peut descendre dans le Pacifique jusqu'à 8 000 mètres sous l'eau. Il va d'abord s'entraîner dans l'Atlantique, où il tentera d'atteindre des profondeurs de 3 000 à 4 000 mètres, dans une sphère qui serait livrée à elle-même, sans aucune attache avec l'air libre. Seuls fonctionneront les lois de la pesanteur et les courants.

Pour remonter, le professeur aura comme les du globe, dont il lui faudra, dit-il, se débarrasser. Le tout consiste à construire une sphère équilibrée, capable de résister aux formidables pressions sous-marines.

Le professeur Piccard assure que ce sera chose faite avant peu.

### M. LA GUARDIA est brillamment réélu maire de New-York

New-York, 3 novembre. — Les élections municipales de New-York qui se sont déroulées mardi ont donné les résultats suivants :

Dans l'ensemble des 3 910 districts, M. La Guardia, maire sortant, candidat républicain, obtient 1 344 010 voix contre 880 593 à M. Mahoney, candidat démocrate, soit une majorité de 463 417 voix.

L'élection du « district attorney » dans le comté de Manhattan, comprenant 1 055 districts, donne 325 747 voix à M. Dewey, candidat républicain, contre 216 924 à M. Hastings, soit une majorité de 108 823 voix en faveur de M. Dewey.

MM. La Guardia et Dewey sont donc élus. Le pourcentage des votants a été très grand.

### M. Goebbels interdit la chanson « Nous battons la France »

Berlin, 3 novembre. — M. Goebbels, ministre de la propagande du Reich, a interdit, par décret, la chanson intitulée : « Nous battons la France. »

« Ce n'est pas la France, a-t-il déclaré, mais le juif, qui est l'ennemi de l'Allemagne. »

### Le roi Georges de Grèce...



...qui va être l'hôte de Paris. (Ph. Agence)